



CONSEIL DE POLICE DU 14 SEPTEMBRE 2020
POLITIERAAD VAN 14 SEPTEMBER 2020

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Olivier Deleuze, *Président, Bourgmestre/Voorzitter, Burgemeester* ;
Boris Dilliès, Didier Gosuin, *Bourgmestres/Burgemeesters* ;
Félix Boudru, Jasmine Boumraya, Odile Bury, Michel Cohen, Marc Cools, Aurélie Czekalski, Isabelle Desir, Lise Goetghebuer, Christian Grétry, Bernard Hayette, Daniel Hublet, Martine Maelschalck, Joëlle Maison, Eric Sax, Jérôme Toussaint, Laurent Van Der Elst, Cécile Van Hecke, Marion Van Offelen, Marc Vandame, Laurence Vandeputte, Patrick Wauters, *Conseillers de police/Politieraadsleden* ;
Michel Deraemaeker, *Chef de Corps/Korpschef* ;
Géraldine Noël, *Secrétaire/Secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Pierre Desmet, Serge Minet, Didier Molders, Christine Roisin, *Conseillers de police/Politieraadsleden*.

Ouverture de la séance à 18:02
Opening van de zitting om 18:02

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Monsieur Cools comprend l'usage de la vidéoconférence pour la présente séance. Par contre, il ne comprend pas, et n'approuve pas, que le Collège n'ait pas permis de poser des questions orales.

CABINET DU CHEF DE CORPS - KABINET VAN DE KORPSCHEF

1 Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil de police du 29 juin 2020.

Le Conseil approuve le point.
21 votants : 21 votes positifs.

Goedkeuring van het proces-verbaal van de zitting van de Politieraad van 29 juni 2020.

De Raad keurt het punt goed.
21 stemmers : 21 positieve stemmen.

18h07 : Aurélie Czekalski entre en séance / treedt in zitting.

DIRECTION DES FINANCES - DIRECTIE FINANCIËN

2 Modification budgétaire de clôture pour l'exercice 2019.

Monsieur Toussaint demande ce qu'il en est du projet de nouveau commissariat.

Monsieur Cohen évoque la vente du bâtiment rue de Stalle.

Le Chef de Corps n'est pas au courant de cette vente. Même si une nouvelle société est propriétaire, cela n'a rien changé pour notre bail. Concernant le nouveau commissariat, le marché devrait être lancé cette année.

Le Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la zone de police;

Vu la circulaire ministérielle PLP 57 relative à l'établissement du budget de police 2019;

Considérant que certaines allocations prévues au budget ordinaire de l'exercice 2019 doivent être révisées;

Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

- d'approuver la modification budgétaire de clôture pour l'exercice 2019 telle qu'elle figure en annexe.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

22 votants : 22 votes positifs.

Begrotingswijziging van afsluiting voor het dienstjaar 2019.

De Politieraad,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus,

Gelet op het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het algemeen reglement op de boekhouding van de politiezone;

Gelet op de ministeriële omzendbrief PLP 57 betreffende de opstelling van de politiebegroting 2019;

Overwegende dat sommige toelagen voorzien in de gewone begroting van het dienstjaar 2019 dienen herzien te worden;

Op voorstel van het Politiecollege,

BESLIST :

- de begrotingswijziging van afsluiting voor het dienstjaar 2019 goed te keuren zoals ze in bijlage gevoegd is.

De onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan Mijnheer de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

De Raad keurt het punt goed.

22 stemmers : 22 positieve stemmen.

18h14 : Félix Boudru entre en séance / treedt in zitting.

18h14 : Joëlle Maison entre en séance / treedt in zitting.

3 Clôture des comptes annuels de l'exercice 2019.

Le Chef de Corps explique que le boni sera injecté dans le budget 2021, ce qui permettra d'éviter une augmentation des dotations communales.

Monsieur Cools estime que cela aiderait les communes si on leur redistribuait ce boni.

Le Président préfère qu'on n'augmente pas les dotations communales.

Le Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la zone de police déterminant les règles de la clôture et de l'établissement des comptes annuels (art. 66 et 67);

Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

- d'approuver les comptes annuels de l'exercice 2019 tels qu'ils figurent en annexes.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

Afsluiting van de jaarrekeningen van het dienstjaar 2019.

De Politieraad,

Gelet op de wet van 7 december 1988 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het algemeen reglement op de boekhouding van de politiezone tot bepaling van de regels van afsluiting en opstelling van de jaarrekeningen (art. 66 en 67);

Op voorstel van het Politiecollege,

BESLIST :

- de jaarrekeningen van het dienstjaar 2019 goe te keuren zoals ze voorkomen in bijlagen.

De onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan Mijnheer de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

4 Effectif minimal du personnel opérationnel et CA Log de la police locale - Déclaration de vacances d'emplois - Cycle de mobilité 2020-03.

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment les articles 3, 38 et 47;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et notamment les articles II.II.1e, IV.I.15 au IV.I.17, IV.I.37 au IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.13 au V.III.24, VI.II.8 au VI.II.26, VII.II.16 au VII.II.19;

Vu l'arrêté royal du 05 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police;

Vu l'arrêté royal du 9 novembre 2015 portant dispositions relatives au régime de fin de carrière pour des membres du personnel du cadre opérationnel de la police intégrée;

Vu la délibération du Conseil de police du 04 décembre 2001, fixant le cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 28 janvier 2002, fixant le cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 21 juin 2004 autorisant l'élargissement du cadre organique administratif et logistique et du cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 12 mars 2007, de déclarer vacants les emplois dont les détachés de la zone vers une autre entité sont titulaires;

Vu la délibération du Conseil de police du 10 décembre 2007 autorisant l'élargissement du cadre organique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 14 décembre 2009 autorisant l'élargissement du cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 01 octobre 2012 créant dans le cadre administratif et logistique de niveau A la fonction de Directeur des Ressources Humaines – Conseiller et lui attribuant la classe 3;

Vu la délibération du Conseil de police du 09 septembre 2013 autorisant l'élargissement du cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 19 décembre 2016 autorisant l'élargissement du cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Vu la délibération du Conseil de police du 02 septembre 2019 autorisant l'élargissement du cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem;

Considérant la publication de l'appel 2020 03 planifiée pour le 17 juillet 2020;

Considérant que la situation du cadre réel en date du 01/07/2020 est la suivante :

Effectif ZP 5342 Uccle/ W-B/ Aud 01/07/2020

Grade	Cadre	Grade Effectif	Cadre Effectif	FTEQ
OPS				
Officier	29		18	17,5
CDP	3	1		
CP	26	17		

ACP		0		
Cadre Moyen	90		80	74,9
CP Tapis Rouge		9		8,8
INPP/AP	9	6		5,8
INPP	81	61		60,3
AINPP		0		0
NAPAP		4		0
Cadre de Base	341		323	306,5
INP		318		306,5
AINP		0		0
NAPAP		5		0
Cadre Agent	30		21	19,6
AGT		20		
AAGT				
NAPAP		1		0
TOTAL OPS	490		442	418,5
CALOG				
Niveau A	8		7	6,5
Niveau B	23		17	14,2
Niveau C	78		32	30,1
Niveau D	39		23	20,9
TOTAL CALOG	148		79	71,7
TOTAL ZONE	638		521	490,2

Considérant que la zone de police locale Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem compte **6 détachés** vers une autre unité dans le cadre opérationnel, à savoir 2 CP, 1 INPP et 3 INP.

Considérant les différents cycles de mobilité en cours, des départs à la pension ou NAPAP prévus ainsi que des surplus dans le cadre officier, il convient donc de procéder à la déclaration de vacances d'emplois pour les cadres suivants :

Cadre Moyen :

- 2 Inspecteurs principaux OPJ membres Dispatching Zonal (DPZ)
- 1 Inspecteur Principal OPJ membre Gestion Direction de la Proximité secteur Watermael-Boitsfort/ Auderghem
- 1 Inspecteur Principal OPJ membre Apostilles Uccle
- 1 Inspecteur Principal OPJ membre Service du Contrôle Interne (DCI)
- 1 Inspecteur Principal OPJ membre Quartier secteur Watermael-Boitsfort/ Auderghem
- 1 Inspecteur Principal Spécialisé Assistant de Police

Cadre de base :

- 10 Inspecteurs membres Intervention
- 1 Inspecteur membre Quartier secteur Uccle
- 1 Inspecteur membre Apostilles Uccle
- 1 Inspecteur membre Service Circulation et Mobilité (CMV)

TOTAL : 20 places

Par ces motifs,
Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

- d'approuver la déclaration de vacance d'emploi suivante à l'occasion du cycle de mobilité 2020-03:

Cadre Moyen :

- 2 Inspecteurs principaux OPJ membres Dispatching Zonal (DPZ)
- 1 Inspecteur Principal OPJ membre Gestion Direction de la Proximité secteur Watermael-Boitsfort/ Auderghem
- 1 Inspecteur Principal OPJ membre Apostilles Uccle
- 1 Inspecteur Principal OPJ membre Service du Contrôle Interne (DCI)
- 1 Inspecteur Principal OPJ membre Quartier secteur Watermael-Boitsfort/ Auderghem
- 1 Inspecteur Principal Spécialisé Assistant de Police

Cadre de base :

- 10 Inspecteurs membres Intervention
- 1 Inspecteur membre Quartier secteur Uccle
- 1 Inspecteur membre Apostilles Uccle
- 1 Inspecteur membre Service Circulation et Mobilité (CMV)

TOTAL : 20 places

- les emplois vacants pour le cadre de base non pourvus en mobilité classique pourront l'être en mobilité aspirant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi qu'à la Direction de la Mobilité et de la Gestion du personnel.

Le Conseil approuve le point.
24 votants : 24 votes positifs.

Minimaal effectief van het operationeel en het administratief en logistiek personeel van de lokale politie - Mededeling van de vacatures – Mobiliteitscyclus 2020 03.

De Politieraad,

Gezien de wet van 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 3, 38 en 47;

Gezien het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en in het bijzonder zijn artikel II.II.1 ste, IV.II.15 tot IV.I.17, IV.I.37 to IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.13 tot V.III.24, VI.II.8 tot VI.II.26, VII.II.16 tot VII.II.19;

Gezien het koninklijk besluit van 05 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie;

Gezien het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten;

Gezien het koninklijk besluit van 9 november 2015 houdende bepalingen inzake het eindeloopbaanregime voor personeelsleden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 04 december 2001 tot vaststelling van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 28 januari 2002 tot vaststelling van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 21 juni 2004, tot uitbreiding van het administratief en logistiek kader alsook het operationeel kader;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 12 maart 2007, om de betrekkingen waarvan de afgedeelten (gedetacheerden) van de zone titularis waren vacant te verklaren;

Gelet op de beraadslaging van de Politieraad van 10 december 2007 tot uitbreiding van het organiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 14 december 2009 tot uitbreiding van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem ;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 01 oktober 2012 die in het administratief en logistiek kader van niveau A de functie van Adviseur – Directeur van de Personeelsdienst te creëert en haar de klasse 3 toekent;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 09 september 2013 tot uitbreiding van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 19 december 2016 tot uitbreiding van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem ;

Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 02 september 2019 tot uitbreiding van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;

Gezien de publicatie van de mobiliteitscyclus 2020 03 voorzien is op 17 juli 2020;

Overwegende dat de situatie van het kader op datum van 01/07/2020 er als volgt uitziet:

Aantal ZPZ 5342 op 01/07/2020				
Graad	Kader	Effectief Graad	Effectief Kader	FTEQ
OPS				
Officier	29		18	17,5
HCP	3	1		
CP	26	17		
ACP		0		
Middenkader	90		80	74,9
CP Rode Loper		9		8,8
HINP/AP	9	6		5,8

HINP	81	61		60,3
AHINP		0		0
NAVAP		4		0
Basiskader	341		323	306,5
INP		318		306,5
AINP		0		0
NAVAP		5		0
Hulpkader	30		21	19,6
AGT		20		
AAGT				
NAPAP		1		0
TOTAAL OPS	490		442	418,5
CALOG				
Niveau A	8		7	6,5
Niveau B	23		17	14,2
Niveau C	78		32	30,1
Niveau D	39		23	20,9
TOTAAL CALOG	148		79	71,7
TOTAAL ZONE	638		521	490,2

Overwegende dat de zone **6 leden** van het operationele kader naar een andere eenheid **afgedeeld** heeft, te weten 2 PC, 1 HINP en 3 INP.

Overwegende de verschillende lopende mobiliteitscyclussen alsook het voorziene vertrek via pensioen of NAVAP, dienen de volgende bijkomende vacatures gepubliceerd te worden:

Middenkader

- 2 Hoofdinspecteurs OGP leden Zonale Dispatching (DPZ)
- 1 Hoofdinspecteur OGP Beheer Nabijheidspolitie sector Watermaal-Bosvoorde/ Oudergem
- 1 Hoofdinspecteur OGP lid Kantschriften Ukkel
- 1 Hoofdinspecteur OGP lid Dienst Interne Controle (DCI)
- 1 Hoofdinspecteur OGP lid Wijk sector Watermaal-Bosvoorde/ Oudergem
- 1 Hoofdinspecteur OGP met Bijzondere Specialisatie Politie-assistente

Basiskader:

- 10 Inspecteurs leden Interventie
- 1 Inspecteur lid Wijk sector Ukkel
- 1 Inspecteur lid Kantschriften Ukkel
- 1 Inspecteur lid Dienst Verkeer en Mobiliteit (CMV)

TOTAAL: 20 plaatsen

Om deze redenen,
Op voorstel van het politiecollege,

BESLIST :

- de volgende betrekkingen vacant te verklaren in het kader van de mobiliteitscyclus 2020 03:

Middenkader

- 2 Hoofdinspecteurs OGP leden Zonale Dispatching (DPZ)
- 1 Hoofdinspecteur OGP Beheer Nabijheidspolitie sector Watermaal-Bosvoorde/ Oudergem
- 1 Hoofdinspecteur OGP lid Kantschriften Ukkel
- 1 Hoofdinspecteur OGP lid Dienst Interne Controle (DCI)
- 1 Hoofdinspecteur OGP lid Wijk sector Watermaal-Bosvoorde/ Oudergem
- 1 Hoofdinspecteur OGP met Bijzondere Specialisatie Politie-assistente

Basiskader:

- 10 Inspecteurs leden Interventie
- 1 Inspecteur lid Wijk sector Ukkel
- 1 Inspecteur lid Kantschriften Ukkel
- 1 Inspecteur lid Dienst Verkeer en Mobiliteit

TOTAAL: 20 plaatsen

- de vacante betrekkingen voor het basiskader die niet worden ingevuld via klassieke mobiliteit kunnen worden opengesteld in aspirantenmobiliteit.

De onderhavige beraadslaging zal aan Mijnheer de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering alsook aan de Directie van de Mobiliteit en het Personeelsbeheer overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

CABINET DU CHEF DE CORPS - KABINET VAN DE KORPSCHEF

5 Question écrite de Madame MAELSCHALCK concernant la délinquance liée à la crise du Covid.

La question écrite de Madame Maelschalck est la suivante :

Selon plusieurs articles de presse que j'ai lus pendant le confinement, la crise que nous venons de traverser a donné des idées malhonnêtes à certains, qui se sont empressés d'exploiter la peur ou la crédulité des citoyens. On a notamment parlé d'arnaques par ruse pour s'introduire chez les gens sous un prétexte

« covid » quelconque, de « phishing » ou de vente sur internet de produits (médicaments, masques, gants, tests...) inefficaces voire dangereux.

On a également évoqué le fait que des délinquants profitaient du port du masque pour se dissimuler le visage et éviter d'être identifiés.

Mes questions sont les suivantes :

1. Quels types de faits vous ont-ils été signalés ou avez-vous constaté dans la zone ? En quelle quantité ?
2. Comment ces faits ont-ils été sanctionnés ?

La réponse est la suivante :

1. Quels types de faits vous ont-ils été signalés ou avez-vous constaté dans la zone ? En quelle quantité ?

De manière générale, la criminalité a sensiblement diminué durant la période de confinement. En comparant la période mars/avril/mai 2020 avec la même période de 2019, on constate une diminution de la criminalité contre les biens de -48%. A titre d'exemple, nos services ont notamment enregistré une diminution de -54% des cambriolages et -44% des vols avec violences.

A partir de mi-avril, lorsque les règles de confinement ont été assouplies, nous avons constaté une augmentation des fraudes et escroqueries via internet et des vols de vélos. Les fraudes sur internet ne concernaient pas nécessairement le COVID.

La presse s'est largement fait écho de possibles augmentations de certains délits basées sur des déductions à priori logiques ou des rumeurs sur les réseaux sociaux. Nous n'avons pas connaissance de faits de vols par ruse en dehors des modus operandi classiques de faux policiers ou de faux livreur. Ces cas de vols par ruse ont cependant été très rares pendant le confinement.

Un seul cas de vente à domicile de masques chirurgicaux nous a été rapportée pour lequel un suspect vendait des masques disponibles en supermarché à l'unité pour un prix légèrement supérieur. Plusieurs dizaines de boîtes ont été saisies, un PV a été dressé et le magistrat a demandé à ce que les masques soient données à des associations publiques.

Il est un fait que le port du masque rend plus difficile l'identification des suspects dans le cadre de délits et notamment lorsque des supports vidéo nous sont transmis. Cela nécessite de chercher d'autres éléments de preuve (tenue vestimentaire, véhicules,...) ou d'autres images à un moment où le suspect n'est pas masqué. S'agissant souvent de récidivistes, nos policiers les plus aguerris les reconnaissent malgré le masque.

2. Comment ces faits ont-ils été sanctionnés ?

La sanction est du ressort de la Justice.

Le Conseil est informé.

Schriftelijke vraag van Mevrouw MAELSCHALCK betreffende de criminaliteit te wijten aan de Covidcrisis.

De schriftelijke vraag van Mevrouw Maelschalck luidt als volgt :

Volgens meerdere artikels in de pers die ik gelezen heb tijdens de Corona-lockdown, heeft de huidige crisis bepaalde personen op slechte ideeën gebracht, door in te spelen op de angst en de lichtgelovigheid van de burgers uit te buiten. Men heeft gesproken over fraude via list om binnen te breken bij mensen onder het smoesje van « covid », de « phishing » of verkoop op internet van ondoeltreffende of zelfs gevaarlijke producten (medicatie, maskers, testen ...).

Men heeft tevens gesproken over het feit dat criminelen misbruik maken van de dracht van het masker om hun gezicht te verbergen en zo niet identificeerbaar zijn.

Mijn vragen luiden als volgt :

1. Welk feiten werden gemeld of heeft u vastgesteld in de zone ? In welke hoeveelheid?
2. Hoe worden deze feiten bestraft?

Het antwoord luidt als volgt :

1. Welk soort feiten worden gemeld of heeft u vastgesteld in de zone ? In welke hoeveelheid?

Over het algemeen is de criminaliteit fors gezakt tijdens de lockdown periode. In vergelijking met de periode maart/april/mei 2019, stelt men in 2020 een daling vast van de eigendomsdelicten van -48%. Zo hebben onze diensten een daling opgetekend met name van -54% van de inbraken en -44% van de diefstallen met geweld.

Vanaf half april, wanneer de quarantaineregels werden versoepeld, hebben wij een stijging vastgesteld van het aantal fraudes en oplichting via het internet en fietsdiefstallen. De internetfraude betrof niet noodzakelijk COVID.

De pers had het uitvoerig over mogelijke verhogingen van bepaalde delicten gebaseerd op vooraf gemaakte berekeningen of geruchten op de sociale netwerken. Wij hebben geen kennis van feiten van diefstallen via list buiten de klassieke modus operandi van valse politieambtenaren of valse koeriers. Deze gevallen van diefstallen via list zijn echter zeer zeldzaam geweest tijdens de lockdown.

Eén enkel feit van verkoop van chirurgische maskers werd ons gemeld waarbij een verdachte maskers verkocht die beschikbaar waren in de winkel voor een eenheidsprijs die hoger was. Meerdere dozen werden in beslag genomen, een PV werd opgesteld en de magistraat heeft gevraagd dat de maskers zouden ter beschikking gesteld van de openbare verenigingen.

Het is een feit dat de dracht van de masker de identificatie van de verdachten moeilijker maakt in het kader van delicten en met name wanneer videodragers ons worden overgemaakt. Dat maakt het noodzakelijk andere bewijselementen te verzamelen (kledij, voertuigen,...) of andere beelden op een moment wanneer de verdachte geen masker draagt. Omdat het vaak gaat om recidivisten, herkennen onze doorwinterde politieambtenaren ze ondanks het masker.

2. Hoe worden deze feiten bestraft?

De sanctie hangt af van het gerecht.

De Raad heeft kennis gekregen.

6 **Question écrite de Monsieur COOLS concernant la protection de notre patrimoine monumental.**

La question écrite de Monsieur Cools est la suivante :

Des vandales s'attaquent un peu partout à Bruxelles et en-dehors de Bruxelles à des statues ou à des bustes du Roi Léopold II. Ils l'ont fait à Auderghem et le Bourgmestre de cette commune qui est une des trois communes de notre zone de police a fermement regretté cet acte. La justification de ces vandales est la critique qu'ils font de l'action de ce très grand Roi qu'a été Léopold II . Elle est excessive et inexacte historiquement. Beaucoup d'ignorance dans les mauvais procès qui sont fait à ce roi. Une sculpture du Roi Baudouin a d'autre part été vandalisée dans le parc de la cathédrale Saint-Michel et Saint-Gudule. En Angleterre c'est une statue de Winston Churchill qui a été vandalisée.

Tout cela au nom d'un combat contre le racisme et pour la décolonisation de l'espace public. Le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme sont des réalités qui existent encore dans notre pays et qui doivent être combattues avec détermination. La loi permet de poursuivre en justice les comportements racistes et les discriminations de tout type et ils doivent l'être. J'aimerais savoir si de tels actes ont été constatés ces trois dernières années dans notre zone et ont-ils conduits à des procès-verbaux d'infraction et combien ?

Le vandalisme de notre patrimoine monumental est inacceptable. Cela pose la question de la surveillance par nos services de police de nos monuments. Je ne voudrais pas que la statue du Roi Baudouin square Lagrange ou celle de Winston Churchill au rond-point qui porte son nom soient vandalisées ! Il y a quelques années des voleurs ont tenté d'emporter le monument commémoratif à Edith Cavell au coin Cavell/De Page. Des mesures sont-elles prises dans notre zone pour la protection de notre patrimoine monumental ? Le placement de caméras par exemple est-il envisagé ?

La réponse est la suivante :

Outre les cas cités dans la question du Conseiller COOLS, notre zone de police n'a pas connaissance d'autres faits. A l'exception de la statue de Léopold II, les faits s'inscrivaient davantage dans le contexte de vol ou de dégradation irréfléchie.

La question de la sauvegarde du patrimoine historique et culturel dépasse le cadre de notre seule zone de police. Bien que cette problématique ait été abordée dans le groupe de travail dédié à la criminalité contre les biens dans le cadre du Plan Global de Sécurité et de Prévention de la Région, force est de constater que cette thématique est relativement négligée en Région bruxelloise.

La commune d'Uccle dispose de 65 caméras urbaines dont certaines se trouvent à proximité de biens culturels sans pour autant être spécifiquement dirigées vers ceux-ci. Les images pourraient néanmoins être exploitées pour les besoins d'enquête. Il est également important de conscientiser la population qui est aussi les yeux de la police. Dans le cas du vandalisme commis à Auderghem, nos services ont été alertés par des riverains et ont manqué de peu les auteurs du délit.

Le Conseil est informé.

Schriftelijke vraag van Mijnheer COOLS betreffende de bescherming van ons architectonisch erfgoed.

De schriftelijke vraag van Mijnheer Cools luidt als volgt:

Vandalen slaan een beetje overal toe in en buiten Brussel en hebben het gemunt op standbeelden of borstbeelden van Koning Leopold II. Dat gebeurde te Oudergem en de Burgemeester van deze gemeente (één van de drie gemeentes van de zone) heeft deze daad ten zeerste betreurd. Deze vandalen rechtvaardigen hun daden en willen hun gram halen door kritiek te geven op het blazoen van deze zeer

grote Koning die Leopold II is of zou zijn geweest. Deze is historisch overdreven en onjuist. Veel onwetendheid ligt aan de basis bij de mensen die hun proces willen maken over deze koning. Een sculptuur van Koning Boudewijn werd anderzijds vernield in het park van de Sint-Michiels en Sint-Goedele Kathedraal. In Engeland werd een standbeeld van Winston beschadigd.

Dit alles zagezegd in naam van een strijd tegen racisme en voor de dekolonisatie van de openbare ruimte. Het racisme, de vreemdelingenhaat zijn nog steeds een realiteit in ons land en moeten met een niet aflatende vastberadenheid bestreden worden. De wet laat toe mensen te vervolgen die discrimineren op basis van racisme of andere gronden. Ik zou graag weten welke daden de voorbije drie maanden in onze zone werden vastgesteld en of deze geleid hebben tot processen-verbaal van overtreding en hoeveel?

Het vernielen van ons monumentaal erfgoed is onaanvaardbaar. Dat roept de vraag op van bewaking van onze monumenten door onze politiediensten. Ik zou niet willen dat het standbeeld van Koning Boudewijn op de Lagrangesquare of dat van Winston Churchill op het rondpunt dat zijn naam draagt zou vernield worden! Enkele jaren geleden hebben dieven geprobeerd het herdenkingsmonument van Edith Cavell te stelen op de hoek van Cavell/De Page. Worden er maatregelen genomen in onze zone voor de bescherming van ons monumentaal erfgoed? Wordt de plaatsing van camera's bijvoorbeeld overwogen?

Het antwoord luidt als volgt :

Buiten de aangehaalde gevallen van het Raadslid COOLS, heeft onze politiezone geen weet van andere feiten. Met uitzondering van het statuut van Leopold II, kunnen we de feiten veeleer situeren in een context van diefstal of onbezonnen vernieling.

De vraag van bewaking van het historisch en cultureel erfgoed overschrijft de grenzen van uitsluitend onze politiezone. Hoewel deze problematiek werd aangekaart in de werkgroep besteed aan erfgoeddelicten in het kader van het Globaal Preventie- en Veiligheidsplan van het Gewest, moeten we toch vaststellen dat deze thematiek relatief verwaarloosd wordt in het Brusselse Gewest.

De gemeente Ukkel beschikt over 65 stadscamera's waarvan sommige zich bevinden in de buurt van cultuurgoederen zonder evenwel specifiek daarop gericht te zijn. De beelden zouden evenwel kunnen gebruikt worden omwille van onderzoeksdaten. Het is tevens belangrijk de bevolking bewust te maken van hun meldingsplicht want zij zijn de ogen van de politie. In het geval van vandalisme gepleegd te Oudergem, werden onze diensten ingelicht door buurtbewoners en het scheelde niet veel of de dader van het delict konden worden gevat.

De Raad heeft kennis gekregen.

7 Question écrite de Monsieur COOLS concernant l'accueil des victimes de violences conjugales et d'agressions sexuelles.

La question écrite de Monsieur Cools est la suivante :

Les violences conjugales et les agressions sexuelles restent une triste réalité dans notre société contemporaine. Ces violences, ces agressions sont totalement inacceptables et leurs auteurs doivent être lourdement sanctionnés.

Les victimes doivent être encouragées à déposer plainte et lorsque les dépôts de plainte se font au

commissariat l'accueil et l'accompagnement au commissariat des victimes doit être le plus humain possible. Pouvez-vous m'indiquer comment cet accueil est organisé dans notre zone ? Pour le commissariat Marlow cet accueil se fait-il toujours dans la maison qui était l'ancienne conciergerie ? Les plaintes pour de tels actes sont-elles nombreuses ? Une recrudescence de la violence conjugale a-t-elle été constatée pendant le confinement ?

Le conseil communal d'Uccle a voté à l'unanimité une motion contre les violences conjugales. La zone et les communes qui la composent s'associent-elles dans des actions pour lutter contre les violences conjugales et les agressions sexuelles ?

La réponse est la suivante :

Notre zone de police a travaillé ces derniers mois sur l'accueil des citoyens en élargissant l'accessibilité des canaux pour déposer plainte. A l'accueil physique classique, ce sont ajoutées les possibilités de prendre rendez-vous en ligne ou de déposer plainte en ligne via l'application police on web. Ces nouveaux canaux ont prouvé leur efficacité pendant la période de confinement tout en facilitant le dépôt de plainte pour des personnes qui ont parfois difficile à se rendre au commissariat.

Le problème de l'agencement des locaux d'accueil au commissariat Marlow et les écueils en matière de confidentialité ont ainsi été partiellement résolus grâce à la prise de rendez-vous. Il suffit désormais de s'annoncer sans devoir expliquer les motifs de sa présence avant d'être pris en charge par un inspecteur qui écoutera le plaignant et actera sa plainte. Il en va de même pour les plaintes en ligne où la victime peut exposer les motifs de sa plainte et les éléments utiles. En cas de nécessité un inspecteur contactera la victime pour obtenir des éléments supplémentaires où l'inviter à se rendre au commissariat pour rencontrer un service spécialisé.

Les plaintes sont actées au commissariat dans un local individuel dans le respect des conditions de confidentialité. En cas de nécessité une prise en charge immédiate de notre service d'assistance policière aux victimes peut être immédiatement proposée. Dans tous les cas, les victimes sont recontactées par le SAPV soit par courrier ou téléphone afin de proposer un suivi de première ligne avant de proposer une éventuelle orientation vers de l'aide de deuxième ligne (association, thérapie,...).

Notre zone n'a pas constaté d'augmentation des signalements ou des dépôts de plainte au niveau de cette problématique.

La zone de police et les communes s'associent en collaborant notamment avec le CIVIF ou dans le projet de logement temporaire et d'urgence dans le cas des violences conjugales.

Le Conseil est informé.

Schriftelijke vraag van Mijnheer COOLS betreffende het onthaal van de slachtoffers van huiselijk en seksueel geweld.

De schriftelijke vraag van Mijnheer Cools luidt als volgt :

Huiselijk en seksueel geweld blijven een trieste realiteit in onze huidige samenleving. Dit geweld en agressie keuren wij volledig af en de daders moeten zwaar bestraft worden.

De slachtoffers moeten aangezet worden om klacht in te dienen en wanneer klacht wordt ingediend in het commissariaat moet de begeleiding van de slachtoffers zo menselijk mogelijk gebeuren. Kan u meedelen hoe dit onthaal wordt georganiseerd binnen onze zone? Voor het commissariaat Marlow gebeurt dit onthaal nog altijd in het huis van de oude conciërgewoning? Zijn dergelijke klachten talrijk ? Werd een

opflakking van huiselijk geweld vastgesteld tijdens de lockdown?

De gemeenteraad van Ukkel heeft unaniem een motie tegen huiselijk geweld goedgekeurd. De zone en de gemeentes die er deel van uitmaken bundelen hun krachten en acties om huiselijk en seksueel geweld te bestrijden?

Het antwoord luidt als volgt :

Onze politiezone heeft de voorbije maanden het onthaal van de burgers gewijzigd door de toegankelijkheid van de aangiftekanalen uit te breiden. Naast het klassieke fysieke onthaal, bestaat er nu de mogelijkheid om online een afspraak te boeken of klacht in te dienen via de tool police on web. Deze nieuwe kanalen hebben hun nut bewezen tijdens de lockdown periode door de klachtneerlegging te vereenvoudigen voor personen die het soms moeilijk hebben om zich te begeven naar het commissariaat.

Het probleem van de indeling van de lokalen in het Marlowcommissariaat en de struikelblokken inzake vertrouwelijkheid werden zo deels opgelost dankzij het afspraakboekingsysteem. Het volstaat voortaan zich aan te melden zonder de redenen te moeten toelichten om ontvangen te worden door een inspecteur die zal luisteren naar de klager en de klacht zal noteren. Hetzelfde geldt voor de online klachten waar het slachtoffer de redenen van zijn klacht kan toelichten en nuttige info verschaffen. In geval van nood zal een inspecteur het slachtoffer contacteren om bijkomende info te bekomen en/of om hem of haar uit te nodigen op het commissariaat om door te verwijzen naar een gespecialiseerde dienst.

De klachten worden opgetekend in het commissariaat in een individueel lokaal met inachtneming van de vertrouwelijkheidseisen. In geval van noodzaak kan een onmiddellijke opvang van onze politionele slachtofferbejegening voorgesteld worden. In alle gevallen, worden de slachtoffers terug gecontacteerd door de dienst Slachtofferbejegening hetzij per brief of per telefoon teneinde een eerstelijnsopvolging voor te stellen alvorens een mogelijke doorverwijzing voor te stellen naar een tweedelijnsbijstand (vereniging, therapie,...).

Onze zone heeft geen stijging vastgesteld van het aantal meldingen of klachtneerleggingen ter zake.

De politiezones en de gemeentes werken samen met de CIVIF of zoeken naar tijdelijke noodhuisvesting in geval van huiselijk geweld.

De Raad heeft kennis gekregen.

8 **Question écrite de Monsieur WAUTERS concernant l'initiative "coffee with a cop".**

La question écrite de Monsieur Wauters est la suivante :

Je voudrais revenir sur la question posée par Mme Vandeputte lors du conseil de police du 17/02/2020 sur l'initiative "Café avec un flic" dans la région de Bruxelles-Ixelles. Le chef de la police a répondu qu'une évaluation était attendue et que rien n'était encore prévu dans notre zone.

Je peux supposer que ce n'est pas le bon moment pour commencer littéralement à boire du café avec les citoyens, mais je pense qu'il est temps d'examiner comment mieux implanter le concept de "police de proximité", qui a été inscrit dans la réforme de la police de 2001. Les tensions récentes entre la population et la police dans certains quartiers, le sentiment aiguisé du "nous - eux", qui n'existe pas seulement chez les jeunes des quartiers populaires, et le fait que les jeunes me disent qu'ils ne sentent pas que la police est là

pour les aider, m'inquiètent.

Je voudrais donc savoir si cette initiative a été suivie d'effet et si des actions concrètes sont prévues pour renforcer la confiance entre les jeunes et la police.

La réponse est la suivante :

La crise liée à la pandémie, la question des violences policières importée des Etats-Unis, la polarisation sur des événements d'actualité ont modifié le rapport avec les services de police. Certains groupements structurés ou non tentent de ternir l'image de la police notamment sur les réseaux sociaux en l'associant systématiquement au racisme et aux violences. Chaque intervention est désormais décortiquée, commentée, interprétée, filmée et décontextualisée. La population plus jeune qui a été fortement impactée dans sa vie quotidienne, ses loisirs et l'occupation de l'espace public pendant la crise du COVID-19 se trouve dans une position de défiance face à l'autorité en général et à la police en particulier.

Il est donc important de travailler sur l'image de la police dans ses rapports avec les citoyens. Il faut donc réfléchir à travailler sur les canaux de communication propres à chaque catégorie de la population afin de véhiculer des images positives des interactions entre les citoyens et la police.

Une réflexion est actuellement menée en ce sens afin de proposer des initiatives dans les prochains mois.

Dans ce contexte, la zone de police a accéléré la mise en place de la brigade cycliste. Il est indéniable que nos bikers sont fortement appréciés par la population grâce à leur accessibilité, leur présence sur le terrain et des missions qui s'inscrivent dans le concept de police de proximité.

Nous avons remis l'inspecteur de quartier au centre de la police de proximité grâce à des reportages télévisés et dans la presse écrite.

Parallèlement à cela la zone de police travaille sur la communication externe et développera des initiatives notamment en investissant des réseaux sociaux qui touchent les jeunes, Instagram par exemple. Les programmes relatifs au cours dans les écoles de la zone seront renforcés de même que les visites dans les commissariats.

« Coffee with a cop » ne semble pas approprié pour des questions sanitaires et en raison du fait que cela touche davantage les personnes plus âgées.

Nous ne manquerons de tenir le Conseil de police des actions mises en place en fin d'année.

Le Conseil est informé.

Schriftelijke vraag van Mijnheer WAUTERS betreffende het initiatief "Coffee with a cop".

De schriftelijke vraag van Mijnheer Wauters luidt als volgt :

Ik zou willen terugkomen op de vraag van Mevrouw Vandeputte op de politieraad van 17/02/2020 over het initiatief "Coffee with a cop" in de zone Brussel-Elsene. De Korpschef antwoordde dat een evaluatie afgewacht werd en dat er nog niets voorzien was in onze zone.

Ik kan aannemen dat het nu niet de juiste tijd is om letterlijk koffie met burgers gaan te drinken, maar ik vind wel dat het tijd is om na te gaan hoe het concept van "community policing", dat ingeschreven stond in de politiehervorming van 2001, beter kan geïmplementeerd worden. De recente spanningen tussen bevolking

en politie in bepaalde wijken, het aangescherpte “wij – zij” gevoel, dat niet alleen bestaat bij de jongeren in de volkswijken en het feit dat jongeren me zeggen niet het gevoel te hebben dat de politie er is om hen te helpen, maakt me ongerust.

Ik zou dus willen weten of er opvolging gegeven is aan dit initiatief en of er concrete acties voorzien worden om vertrouwen tussen jongeren en de politie te versterken.

Het antwoord luidt als volgt:

De pandemische crisis, de kwestie van politiegeweld overgewaaid vanuit de Verenigde Staten, de polarisering rond actuele gebeurtenissen hebben de band met de politiediensten danig gewijzigd. Bepaalde al dan niet gestructureerde groepen proberen het imago van de politie te schaden met name op de sociale netwerken door deze systematisch te schetsen in een context van geweld en racisme. Elke interventie wordt ontleed, becommentarieerd, geïnterpreteerd, gefilmd en uit de context gerukt. De jongere bevolking die zwaar geïmpacteerd wordt in hun dagelijkse doen en laten, hun vrijetijdsbesteding en bewegingsvrijheid in openbare ruimte tijdens de COVID-19 crisis heeft steeds minder vertrouwen in de overheid over het algemeen en in de politie in het bijzonder.

Het is dus belangrijk het imago van de politie op te krikken aangaande de betrekkingen met de burgers. Men moet dus inzetten op de eigen communicatiekanalen bij elke bevolkingscategorie teneinde positieve verhalen naar voren te brengen wat betreft interacties tussen de burgers en de politie.

Er wordt hierover gebrainstormd teneinde initiatieven te kunnen voorstellen de komende maanden.

In die context heeft de politiezone de oprichting van de fietsbrigade versneld. Het staat buiten kijf dat onze bikers sterk worden gewaardeerd dankzij hun toegankelijkheid, hun aanwezigheid op het terrein en missies die kaderen in het concept van nabijheidspolitie.

Wij hebben de wijkinspecteur een centrale rol gegeven in de nabijheidspolitie dankzij televisiereportages en de geschreven pers.

Daarnaast stimuleert de politiezone de externe communicatie en ontwikkelt zij initiatieven door te focussen op de sociale netwerken (waar de jongeren sterk actief zijn), Instagram bijvoorbeeld. De programma's aangaande de lessen in de scholen zullen worden versterkt net als de bezoeken in de commissariaten.

« Coffee with a cop » lijkt niet geschikt om gezondheidsredenen omwille van het feit dat dit meer de oudere bevolking treft.

Wij zullen de Politieraad informeren over de acties die op het einde van het jaar zullen worden gelanceerd.

De Raad heeft kennis gekregen.

9 **Question écrite de Monsieur HAYETTE concernant les actes racistes et la discrimination.**

La question écrite de Monsieur Hayette est la suivante :

Le 4 juin dernier, les policiers d'Uccle ont eu la désagréable surprise de retrouver devant le commissariat à

la Rue Rouge, sur le mur du parc de Wolvendael l'inscription « Police raciste ».
Voilà pour les faits.

Avez-vous eu l'occasion d'appréhender le responsable de ce tag ?
Avez-vous connaissance d'actes racistes au sein de la police ?
Quelles mesures sont en place pour lutter contre la discrimination au sein de la police ?
Avez-vous connaissance d'actes de racisme dont seraient victimes les policiers ?

La réponse est la suivante :

Avez-vous eu l'occasion d'appréhender le responsable de ce tag ?

Non, l'auteur n'a pas été identifié. L'enquête se poursuit notamment sur base des images de vidéosurveillance.

Avez-vous connaissance d'actes racistes au sein de la police ?

Notre zone de police n'a pas traité de plainte concernant cette problématique.

Quelles mesures sont en place pour lutter contre la discrimination au sein de la police ?

Si un travailleur estime subir un risque psychosocial, il peut, dans un premier temps, s'adresser à une personne de confiance.

2 possibilités s'offrent à lui : la voie informelle et la voie formelle.

Lorsque le travailleur choisit d'utiliser la voie informelle, il introduit auprès de la personne de confiance une demande d'intervention psychosociale informelle. Cette intervention consiste à rechercher une solution de manière informelle au moyen d'entretiens, d'interventions auprès d'une autre personne de l'entreprise ou de tentatives de conciliation.

Si le travailleur choisit d'utiliser la voie formelle (demande d'intervention psychosociale formelle), la personne de confiance l'invitera à prendre contact avec le conseiller en prévention aspects psychosociaux. Dans notre zone de police, il appartient au service externe de contrôle technique. Le traitement d'une demande formelle est une mission appartenant exclusivement au conseiller en prévention aspects psychosociaux qui possède l'expertise nécessaire pour le faire.

Le travailleur peut aussi directement contacter le conseiller en prévention aspects psychosociaux, sans passer par une personne de confiance. Mais en pratique, le conseiller en prévention aspects psychosociaux préfère qu'une intervention informelle ait eu lieu avant de lancer la voie formelle.

Personnes de confiance

Huit personnes de confiance sont désignées au sein de notre zone. Elles sont encadrées par notre Cellule d'Appui Psychosocial qui centralise l'ensemble des dossiers « personne de confiance », elle-même rattachée au service interne de prévention et de protection au travail.

La liste des personnes de confiance se trouve dans l'Intranet. Des affiches sont également apposées dans les différents bâtiments de la zone. De plus, chaque nouveau travailleur reçoit un livret expliquant les procédures en matière de risque psychosocial au travail ainsi que la fonction de la personne de confiance et celle du conseiller en prévention aspects psychosociaux.

Perspectives

Une réflexion est en cours depuis décembre 2019. Concrètement, nous avons déjà rencontré la zone de police PolBruno qui a mis en place le réseau « Bruno attitude » depuis 2010. Cette rencontre a été très inspirante. Suite à cela, nous avons quantifié le pourcentage d'Européens et de non-Européens au sein des membres du personnel de notre zone. Nous sommes également en contact avec UNIA afin de connaître leur offre de formation. Et enfin, une analyse de tous les partenaires « diversité » existant sur notre zone sera effectuée très prochainement

Avez-vous connaissance d'actes de racisme dont seraient victimes les policiers ?

Notre zone de police n'a pas connaissance d'actes racistes bien que les insultes et paroles dénigrantes soient très courantes dans notre métier.

Le Conseil est informé.

Schriftelijke vraag van Mijnheer HAYETTE betreffende de racistische daden en de discriminatie.

De schriftelijke vraag van Mijnheer Hayette luidt als volgt:

Op 4 juni laatstleden, deden de politieambtenaren van Ukkel de onaangename ontdekking recht tegenover het commissariaat in de Rodestraat, op de muur van het Wolvendaelpark « Police raciste ».

Tot zover de feiten.

Heeft u de verantwoordelijken al kunnen vatten van deze tag?

Heeft u kennis van racistische daden binnen de politie?

Wat zijn de maatregelen binnen de politie om de strijd aan te binden met racisme?

Heeft u kennis van daden van racisme waarvan de politieambtenaren slachtoffer zijn geworden?

Het antwoordt luidt als volgt :

Heeft u de verantwoordelijken al kunnen vatten van deze tag?

Neen de dader werd niet geïdentificeerd. Het onderzoek gaat door met name op basis van bewakingsbeelden.

Heeft u kennis van racistische daden binnen de politie?

Onze politiezone heeft geen klacht behandeld omtrent deze problematiek.

Wat zijn de maatregelen binnen de politie om de strijd aan te gaan met racisme?

Indien een werknemer meent een psychosociaal risico te lopen kan hij in eerste instantie een beroep doen op een vertrouwenspersoon.

2 mogelijkheden : de formele of de informele weg.

Wanneer de werknemer de informele weg verkiest, dient hij bij de vertrouwenspersoon een aanvraag tot psychosociale interventie in. Deze interventie beoogt op een informele manier een oplossing te zoeken via gesprekken, interventies bij een andere persoon van de onderneming of pogingen tot verzoening.

Indien de werknemer kiest voor de formele weg, zal de vertrouwenspersoon hem uitnodigen om contact op te nemen met de preventie-adviseur inzake psychosociale aspecten. Binnen onze politiezone, is het de taak van de externe dienst voor technische controles. De behandeling van een formele aanvraag is een missie die exclusief toebehoort aan de preventieadviseur inzake psychosociale aspecten die de nodige expertise ter zake bezit.

De werknemer kan tevens direct de adviseur contacteren zonder de bemiddeling van een vertrouwenspersoon. Maar in praktijk verkiest de adviseur een informele interventie boven de formele interventie.

Vertrouwenspersonen

Acht vertrouwenspersonen zijn aangewezen binnen onze zone. Zij worden begeleid door onze Cel Psychosociale Ondersteuning die het geheel van de dossiers « vertrouwenspersoon » centraliseert, die zelf

ondergebracht is bij de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk.

De lijst van de vertrouwenspersonen bevindt zich op het Intranet. Affiches worden tevens aangebracht in de verschillende gebouwen van de zone. Bovendien ontvangt elke werknemer een folder met daarin uitleg over de procedures inzake psychosociale risico's op het werk alsook de functie van de vertrouwenspersoon en die van de adviseur inzake psychosociale preventie.

Perspectieven

Een denkoefening is bezig sedert december 2019. Concreet gezien hebben wij de politiezone PolBruno ontmoet die het netwerk « Bruno attitude » heeft opgericht sedert 2010. Deze ontmoeting was zeer inspirerend. Naar aanleiding hiervan, hebben wij het percentage Europeanen en niet-Europeanen gekwantificeerd binnen onze zone. Wij zijn tevens in contact met UNIA teneinde hun opleidingsaanbod te kennen. En ten slotte zal een analyse van alle partners « diversiteit » bestaande in onze zone zeer binnenkort uitgevoerd worden.

Heeft u kennis van daden van racisme waarvan de politieambtenaren slachtoffer zijn geworden?

Onze politiezone heeft geen weet van racistische daden alhoewel beledigingen en denigrerende woorden schering en inslag zijn in ons beroep.

De Raad heeft kennis gekregen.

10 Question écrite de Monsieur HAYETTE concernant les violences policières et contre des policiers.

La question écrite de Monsieur Hayette est la suivante :

Selon un article paru dans le journal, Sud Presse, le 15 juin 2020 : *Depuis le décès de George Floyd, mort asphyxié par un policier aux États-Unis, il n'y a pas un seul jour sans évocation de la police et de ses dérives : racisme, violence, harcèlement. Un cocktail explosif qui, en première lecture, a de quoi, effrayer sur l'état et la mentalité de nos services de police.*

En 2017, 99 plaintes pour discrimination, dont 45 pour racisme, ont été déposées auprès du Comité P, le Comité permanent de contrôle des services de police. Au final, onze dossiers pour fait de racisme ont été ouverts à charge des fonctionnaires de police. Pour toute l'année 2017, neuf enquêtes judiciaires ont été ouvertes pour racisme et sept pour xénophobie.

Plus récemment, l'inspection générale de la police fédérale et locale (AIG), qui traite des plaintes à l'égard de tous les policiers du pays, soit près de 50 000 personnes, a relevé 94 plaintes de civils à l'encontre des policiers en 2019, au motif de « coups et blessures ». En 2020, 21 dossiers de « coups et blessures » ont été introduits à la date du 9 juin.

Les statistiques de la police fédérale renseignent 114 cas d'agression et/ou rébellion à l'encontre des policiers fédéraux en 2019.

Des statistiques d'agression contre des policiers sont-elles ou ont-elles été établies pour la zone de police Uccle-Boisfort-Auderghem ?

Pourriez-vous me dire si vous enregistrez une différence entre les communes ?

Y a-t-il une cellule psychologique chargée de suivre les policiers agressés ?

Le conseil de police a voté récemment pour l'achat de bodycam ? Sont-elles déjà en service ? Si oui, y a-t-il eu une incidence sur les agressions ?

Avez-vous des statistiques des plaintes à l'encontre des policiers ?

Que se passe-t-il pour le policier entre le dépôt de la plainte et le jugement ?

Que risquent les policiers reconnus coupables d'agression ?

Quelles sont les procédures entamées pour aider les policiers reconnus coupables d'agression ?

La réponse est la suivante:

Des statistiques d'agression contre des policiers sont-elles ou ont-elles été établies pour la zone de police Uccle-Boistfort-Auderghem ?

Les statistiques sont consultables sur le site de la police fédérale et déclinées par zones de police et communes. En ce qui concerne notre zone de police +/- 80 faits sont enregistrés annuellement. Ce chiffre est stable depuis cinq ans.

http://www.stat.policefederale.be/assets/pdf/crimestat/politiezone/rapport_2019_trim2_zone_5342_fr.pdf

Pourriez-vous me dire si vous enregistrez une différence entre les communes ?

Il n'y a pas de différence significative entre les communes

Y a-t-il une cellule psychologique chargée de suivre les policiers agressés ?

Lors d'événements violentes et/ou potentiellement traumatisants, nos policiers sont pris en charge par le Helpteam, à savoir une aide fournie par des collègues qui ont été formés à cette fin. Notre cellule de d'appui psychosocial peut prendre le relais. Dans les cas plus graves, il est également possible de faire appel au Stressteam de la police fédérale.

Le conseil de police a voté récemment pour l'achat de bodycam ? Sont-elles déjà en service ? Si oui, y a-t-il eu une incidence sur les agressions ?

Les bodycams sont disponibles pour le personnel ayant la fonctionnalité « intervention » depuis le mois de mai 2020. Des formations sont données à chaque membre du personnel désirant s'équiper d'une bodycam. Une évaluation sera faite au bout de six mois d'utilisation. Il est encore trop tôt pour se prononcer sur d'éventuels changements dans les relations police/citoyen. Il n'y a pas encore eu d'incident notable.

Avez-vous des statistiques des plaintes à l'encontre des policiers ?

Oui, le Contrôle Interne tient un registre reprenant toutes les dossiers impliquant des policiers. Il s'agit des chiffres globaux internes et externes. +/- un quart des dossiers sont des plaintes externes. Les dossiers de violences impliquant un policier sont rares (1 en 2019).

2020: 77 dossiers (dont 20 plaintes)

2019: 156 dossiers

2018: 178 dossiers

Que se passe-t-il pour le policier entre le dépôt de la plainte et le jugement ?

Judiciaire: le PR/JI font une enquête (auditions, etc...) et décide de soit classer sans suite (pas infraction, autres priorités, médiation, poursuite). S'il y a une poursuite devant le tribunal, le policier est convoqué à comparaître et sera jugé/acquitté.

Le PR/JI peuvent décider de priver le policier de sa liberté (détention provisoire)

Administratif; Le Chef de Corps prend entre-temps, selon la gravité des faits, une mesure d'ordre (suspension, déplacement du service, interdiction de patrouiller, interdiction de...,) ou n'entreprend pas de mesures (cas par cas).

Que risquent les policiers reconnus coupables d'agression ?

Judiciaire; condamnation d'une peine reprise dans le Code pénal (agression; art.392 et suite)

Administratif: une note de fonctionnement (repris dans son dossier d'évaluation) - une sanction disciplinaire (avertissement, blâme, retrait de traitement de 10% pendant 2 mois, suspension comme sanction, rétrogradation dans l'échelle de traitement, démission, révocation)

C'est à voir cas par cas, chaque autorité doit décider.

Selon la sanction disciplinaire visée, c'est soit le CC (uniquement compétent à donner des avertissements et des blâmes). Le Collège peut donner les toutes les sanctions.

Quelles sont les procédures entamées pour aider les policiers reconnus coupables d'agression ?

Judiciaire; ils ont droit à une assistance en justice pour les faits commis pendant l'exercice de la fonction. S'ils sont jugés coupable, on peut réclamer cet argent de retour.

Psychologique; Appui psychologique de la ZP + Stressteam Polfed

Administratif; mesure d'ordre imposé par le CC ou mesure en concertation avec le membre du personnel.

Le Conseil est informé.

Schriftelijke vraag van Mijnheer HAYETTE betreffende het politiegeweld en geweld tegen politieambtenaren.

De schriftelijke vraag van Mijnheer Hayette luidt als volgt:

Volgens een artikel verschenen in het dagblad, Sud Presse, op 15 juni 2020 (vrije vertaling hieronder in het Nederlands) :

Depuis le décès de George Floyd, mort asphyxié par un policier aux États-Unis, il n'y a pas un seul jour sans évocation de la police et de ses dérives : racisme, violence, harcèlement. Un cocktail explosif qui, en première lecture, a de quoi, effrayer sur l'état et la mentalité de nos services de police.

En 2017, 99 plaintes pour discrimination, dont 45 pour racisme, ont été déposées auprès du Comité P, le Comité permanent de contrôle des services de police. Au final, onze dossiers pour fait de racisme ont été ouverts à charge des fonctionnaires de police. Pour toute l'année 2017, neuf enquêtes judiciaires ont été ouvertes pour racisme et sept pour xénophobie.

Plus récemment, l'inspection générale de la police fédérale et locale (AIG), qui traite des plaintes à l'égard de tous les policiers du pays, soit près de 50 000 personnes, a relevé 94 plaintes de civils à l'encontre des policiers en 2019, au motif de « coups et blessures ». En 2020, 21 dossiers de « coups et blessures » ont été introduits à la date du 9 juin.

Les statistiques de la police fédérale renseignent 114 cas d'agression et/ou rébellion à l'encontre des policiers fédéraux en 2019.

Sedert het overlijden van George Floyd, verstikt door een politieambtenaar in de VS, gaat er géén dag voorbij dat men over de politie praat en de uitspattingen: racisme, geweld, stalking. Een explosieve cocktail die een kwalijk licht werpt op de toestand en de mentaliteit van onze politiediensten.

In 2017, werden 99 klachten wegens discriminatie, waarvan 45 wegens racisme, ingediend bij het Comité P, het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten. Uiteindelijk werden elf dossiers voor feitelijk

racisme geopend tegen politieambtenaren. Voor het ganse jaar 2017, werden gerechtelijke onderzoeken geopend wegens racisme en 7 voor vreemdelingenhaat.

Recenter, heeft de Algemene Inspectie van de Federale en Lokale Politie (AIG), die klachten behandelt ten aanzien van alle politieambtenaren van het land, hetzij bijna 50.000 personen, 94 klachten van burgers opgetekend tegen politieambtenaren in 2019, omwille van "slagen en verwondingen". In 2020, werden 21 dossiers van slagen en verwondingen ingediend op datum van 9 juni.

De statistieken van de federale politie melden 114 gevallen van agressie en/of weerspanning tegen federale politieambtenaren in 2019.

Worden agressiestatistieken tegen politieambtenaren opgesteld voor de politiezone Ukkel-Bosvoorde-Oudergem ?

Zou u mij kunnen zeggen of u een verschil registreert tussen de gemeentes?

Is er een psychologische cel belast met de agressies geuit tegenover politieambtenaren?

De politieraad heeft onlangs ingestemd met de aanschaf van bodycams? Zijn ze al in werking getreden?

Indien ja, is er al een incident geweest met agressie?

Heeft u statistieken van de klachten tegenover politieambtenaren?

Wat gebeurt er met de politieambtenaar tussen de indiening van de klacht en het vonnis?

Welke risico's lopen de politieambtenaren die schuldig bevonden worden voor agressie?

Welke zijn de procedures om politieambtenaren te helpen die schuldig worden bevonden?

Het antwoordt luidt als volgt:

Worden agressiestatistieken tegen politieambtenaren opgesteld voor de politiezone Ukkel-Bosvoorde-Oudergem ?

De statistieken zijn te raadplegen op de site van de federale politie en weergegeven via politiezones en gemeentes. Voor wat betreft onze politiezone worden jaarlijks ongeveer 80 feiten geregistreerd. Dat cijfer is stabiel de laatste vijf jaar.

http://www.stat.policefederale.be/assets/pdf/crimestat/politiezone/rapport_2019_trim2_zone_5342_fr.pdf

Zou u mij kunnen zeggen of u een verschil registreert tussen de gemeentes?

Er is geen significant verschil tussen de gemeentes.

Is er een psychologische cel belast met de agressies geuit tegenover politieambtenaren?

Tijdens gewelddadige evenementen en/of potentieel traumatiserend, worden onze politieambtenaren opgevangen door het Helpteam, namelijk een steun geleverd door collega's die daartoe opgeleid zijn. Onze cel van psychosociale ondersteuning kan het overnemen. In de meest ernstige gevallen, is het tevens mogelijk een beroep te doen het Stressteam van de Federale politie.

De politieraad heeft onlangs ingestemd met de aanschaf van bodycams? Zijn ze al in werking getreden? Indien ja, is er al een incident geweest met agressie?

De bodycams zijn beschikbaar voor het personeel die de functionaliteit « interventie » omvat sedert de maand mei 2020. Opleidingen worden verstrekt aan elke personeelslid dat een bodycam wenst te dragen. Een evaluatie zal gebeuren na zes maand gebruik. Het is nog te vroeg om zich uit te spreken over mogelijke wijzigingen in de betrekkingen burger/politie. Er is nog geen noemenswaardig incident geweest.

Heeft u statistieken van de klachten tegenover politieambtenaren?

Ja, Intern Toezicht houdt een register bij met daarin alle dossiers waarbij politieambtenaren betrokken zijn. Het gaat om algemene interne en externe cijfers. Ongeveer een kwart van de dossiers zijn externe klachten. De dossiers van geweld met een politieambtenaar zijn zeldzaam (1 in 2019).

2020: 77 dossiers (waaronder 20 klachten)

2019: 156 dossiers

2018: 178 dossiers

Wat gebeurt er met de politieambtenaar tussen de indiening van de klacht en het vonnis?

Gerechtelijk: De PR/OR doen een onderzoek (verhoren, enz....) en beslist om ofwel het dossier te klasseren zonder gevolg (geen overtreding, andere prioriteiten, bemiddeling, vervolgen). Indien er een doorverwijzing gebeurt voor de rechtbank, kan de politieambtenaar worden opgeroepen om te verschijnen en zal veroordeeld of vrijgesproken worden.

De PR/OR kunnen de politieambtenaar van zijn vrijheid beroven (voorlopige beroving)

Administratief; De Korpschef kan intussen, volgens de ernst van de feiten, een ordemaatregel nemen (schorsing, verplaatsing van dienst, verbod om te patrouilleren, verbod om...) of onderneemt niks (geval tot geval).

Welke risico's lopen de politieambtenaren die schuldig bevonden worden voor agressie?

Gerechtelijk; veroordeling van een straf hernomen in het Strafwetboek (agressie; art.392 en volgende)

De Raad heeft kennis gekregen.

11 **Question écrite de Madame MAELSCHALCK concernant l'agression d'un policier à Herrmann-Debroux.**

Madame Maelschalck pose la question suivante :

La presse (Le Soir du 20 juillet 2020) s'est fait l'écho cet été de l'agression et du vol subis par un policier à la sortie de la station de métro Herrmann-Debroux.

Selon l'article, le policier de 65 ans, qui n'était plus en service et voyageait en civil, a rappelé l'obligation du port du masque dans le métro à un groupe de jeunes. Ceux-ci l'ont ignoré mais à la sortie de la station Herrmann-Debroux, le policier a été agressé et volé par un groupe de jeunes qui l'avaient manifestement « attendu à la sortie ».

L'affaire a connu une suite judiciaire (deux suspects ont été interpellés puis relâchés par le juge d'instruction après avoir été interrogés).

Mes questions portent sur la sécurité aux abords de la station Herrmann-Debroux dont il semble qu'elle ne soit pas toujours pas optimale. On y constate par exemple de nombreux vols de vélos.

- Comment la surveillance de la police est-elle organisée aux abords des stations de métro ?
- Herrmann-Debroux fait-elle l'objet d'une surveillance particulière de la part de la police ?

- Avez-vous des chiffres des incidents qui se seraient déroulés à cette station ?

La réponse est la suivante :

Cet acte de violence envers un membre des services de police est intolérable et notre zone de police affiche son soutien à ce collègue de la police fédérale. Il s'agit cependant d'un acte isolé sans lien avec d'autres faits et qui n'illustre pas une recrudescence de la violence dans ou aux abords des stations de métro de notre zone de police. Les suspects n'ont pas été placés en détention par le juge d'instruction en charge de l'affaire mais l'enquête continue pour obtenir tous les éléments de contexte et preuves matérielles en vue d'obtenir une condamnation ultérieure.

La surveillance des stations de métro est assurée par la police fédérale (SPC). Pour pallier au manque d'effectif récurrent de la police fédérale, notre zone de police réalise également des patrouilles aussi bien aux abords des stations de métro qu'à l'intérieur de celles-ci.

Suite au contexte de pandémie que nous connaissons depuis le mois de mars 2020, notre zone de police a immédiatement sollicité la STIB pour avoir accès en temps réel aux images des stations de métro situées sur notre territoire. Il s'agit d'une demande qui date de 2012 déjà et qui a finalement pu être rencontrée dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des mesures pour lutter contre la pandémie. Notre zone est sur le point de signer une convention avec la STIB pour pérenniser ce système.

Les agressions et/ou vols avec violences sont peu nombreux dans ce secteur et ne connaissent pas de recrudescence. S'agissant d'un lieu important au niveau de la mobilité intermodale, on constate de nombreux vols de vélos en surface. Nos équipes en sont bien conscientes et réalisent un travail de prévention/répression grâce à de nombreuses patrouilles dans le secteur notamment la nouvelle unité de bikers. Un projet de mise sous surveillance par caméras du viaduc Hermann-Debroux et des alentours est actuellement à l'étude avec la commune d'Auderghem et devrait se concrétiser début 2021.

Le Conseil est informé.

Schriftelijke vraag van Mevrouw MAELSCHALCK over de aanslag op een politieagent in Herrmann-Debroux..

Mevrouw Maelschalck stelt de volgende vraag:

De pers (Le Soir van 20 juli 2020) maakt melding deze zomer van een geval van agressie en diefstal op een politieambtenaar toen deze de Herrmann-Debroux halte verliet.

Volgens het artikel, herinnerde de politieambtenaar van 65 jaar, die niet meer met dienst was en in burger was, een groep jongeren eraan dat het verplicht was om het mondkmasker te dragen in de metro. Deze negeerden hem maar bij het verlaten van het Herrmann-Debroux station werd de politieambtenaar hardhandig aangepakt en bestolen door een groep jongeren die duidelijk het moment hadden « afgewacht waarop hij de metro zou verlaten ».

De zaak kwam voor het gerecht (twee verdachten werden aangehouden nadien vrijgelaten door de onderzoeksrechter na verhoor).

Mijn vragen hebben betrekking op de veiligheid rond het Herrmann-Debroux station dat niet altijd optimaal blijkt te zijn. Wij constateren er bijvoorbeeld talrijke fietsdiefstallen.

- Hoe wordt de bewaking georganiseerd door de politie rond de metrostations?
- Wordt Herrmann-Debroux speciaal in de gaten gehouden door de politie?
- Heeft u cijfers van incidenten die hebben plaatsgevonden aan dit station?

Het antwoord luidt als volgt :

Deze daad van agressie tegenover een lid van de politiediensten is niet te tolereren en onze politiezone wil haar steun betuigen aan deze collega van de federale politie. Het gaat evenwel om een alleenstaand geval zonder link met andere feiten en wijst niet op een opflakking van het geweld in of rond de metrostations van onze politiezone. De verdachten werden niet in hechtenis genomen door de onderzoeksrechter belast met de zaak maar het onderzoek gaat verder om zicht te krijgen op alle contextuele elementen en materiële bewijzen teneinde een latere veroordeling te kunnen uitspreken.

De bewaking van de metrostations wordt verzekerd door de federale politie (SPC). Om te beantwoorden aan het terugkerend gebrek aan manschappen bij de federale politie, doet onze politiezone tevens patrouilles zowel rond de metrostations als binnenin.

Als gevolg van pandemische context die wij beleven sedert maart 2020, heeft onze politiezone meteen de hulp ingeroepen van de MIVB om toegang te krijgen in real time tot de beelden van de metrostations gelegen op ons grondgebied. Het gaat om een vraag gedateerd al van 2012 die uiteindelijk werd gerealiseerd in het kader van de opvolging van de uitvoering van de Corona-maatregelen. Onze zone staat op het punt om een overeenkomst te ondertekenen met de MIVB om dit systeem te ondersteunen.

De agressies en/of diefstallen zijn weinig talrijk in deze sector en kennen geen plotse toename. Aangezien het gaat om een belangrijke plaats op vlak van de intermodale mobiliteit, stelt men ter plekke veel fietsdiefstallen vast. Onze ploegen zijn er zich van bewust en gaan preventief en repressief te werk dankzij talrijke patrouilles in de sector met name via de inzet van de nieuwe bikers eenheid. Een project van videobewaking van het Hermann-Debroux viaduct en omgeving wordt momenteel bestudeerd met de gemeente Oudergem en zou gestalte moeten krijgen begin 2021.

De Raad heeft kennis gekregen.

12 **Question écrite de Madame MAELSCHALCK concernant le meurtre d'un chien au Rouge-Cloître.**

Madame Maelschalck pose la question suivante :

Je voudrais évoquer une affaire qui a suscité un vif émoi à Auderghem cet été (cf Sud Presse du 9 juillet 2020). Début juillet, au Rouge-Cloître, un homme s'en est pris violemment au chien de deux promeneurs, lui sautant sur la tête à plusieurs reprises et le blessant mortellement. Des passant ont pu maîtriser l'homme en attendant l'arrivée de la police. Il s'avère que cette personne est déséquilibrée, entend des voix et se croit parfois investie d'une mission. Toujours selon l'article, l'homme aurait été interné dans une institution psychiatrique pour « au moins » 40 jours – il pourrait donc être sorti à l'heure actuelle.

Or, cet homme est apparemment « connu » dans le quartier, il se promène parfois armé d'un couteau et tient des propos qui font peur aux enfants. Des citoyens se sont inquiétés et une pétition a d'ailleurs circulé sur internet.

Ma question est la suivante :

- A sa sortie de l'hôpital psychiatrique, cet homme fait-il/fera-t-il l'objet d'une surveillance particulière ? Lui sera-t-il par exemple interdit de fréquenter certains lieux ?
- Quels sont les moyens d'action de la police dans ce type de cas ?

La réponse est la suivante :

Le travail policier a consisté en l'arrestation de l'individu et dans la rédaction du procès-verbal afin de permettre aux autorités judiciaires de prendre connaissance des faits et du contexte. Des devoirs d'enquête supplémentaires ont également été réalisés à la demande du magistrat en charge du dossier. Les services de police comprennent l'émoi suscité par la gravité de cette affaire et son caractère choquant pour les victimes directes comme pour la population locale. Les suites sont judiciaires et dépendent des décisions qui seront prises par le magistrat. Il nous revient que le suspect fait actuellement l'objet d'une mesure telle que prévue par la loi. La zone de police restera attentive aux développements futurs.

Le Conseil est informé.

Schiftelijke vraag van Mevrouw MAELSCHALCK over de moord op een hond in het Rood Klooster.

Mevrouw Maelschalck stelt de volgende vraag:

Ik zou een zaak willen aankaarten dat voor opschudding zorgde in Oudergem deze zomer (cf Sud Presse van 9 juli 2020). Begin juli, aan het Roodklooster, heeft een man de hond aangevallen van twee wandelaars, door meermaals op de kop te springen en dodelijk te verwonden. Voorbijgangers hebben de man in bedwang kunnen houden in afwachting van de komst van de politie. Deze persoon bleek psychisch gestoord te zijn, hoorde stemmen en geloofde zelfs op een soort van missie uit te zijn. Volgens het artikel zou de man geïnterneerd worden in een psychiatrische instelling voor « ten minste 40 dagen » – momenteel zou hij dus kunnen vrijkomen.

Deze man blijkt echter « gekend » te zijn in de wijk, hij wandelt vaak gewapend rond met een mes in de hand en zegt zaken die kinderen angst inboezemen. Burgers maken zich zorgen en een petitie ging bovendien rond op het internet.

Mijn vraag luidt als volgt:

- Sedert zijn ontslag uit het ziekenhuis, wordt deze man nauwlettend gecontroleerd ? Is er bijvoorbeeld een verbod in voege om bepaalde plaatsen te bezoeken?
- Wat zijn de actiemiddelen van de politie in dergelijke gevallen?

Het antwoord luidt als volgt :

Het politiewerk bestond in de arrestatie van het individu en de opstelling van het proces-verbaal teneinde de gerechtelijke overheden toe te laten om kennis te nemen van de feiten en context. Bijkomende onderzoeksdaden worden tevens uitgevoerd op vraag van de magistraat belast met het dossier. De politiediensten hebben begrip voor de beroering veroorzaakt door de ernst van deze zaak en het schokkende karakter voor zowel de directe slachtoffers als de lokale bevolking. Het is aan het gerecht om de zaak verder uit te spitten en de afloop zal afhangen van de beslissingen genomen door de magistraat. We weten dat de verdachte momenteel het voorwerp uitmaakt van een maatregel zoals voorzien door de wet. De politiezone zal de toekomstige ontwikkelingen verder opvolgen.

De Raad heeft kennis gekregen.

Levée de la séance à 18:28
Opheffing van de zitting om 18:28

Le Secrétaire,
De Secretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Géraldine Noël

Olivier Deleuze